

## Notes de lecture

**Mechthild Fend, Melissa Hyde, Anne Lafont (eds) – *Plumes & pinceaux. Discours de femmes sur l'art en Europe (1750-1850)***

(2012). Dijon, Les presses du réel « Œuvres en société », 333 p.

**Anne Lafont, avec la collaboration de Charlotte Foucher et Amandine Gorse – *Plumes & pinceaux. Discours de femmes sur l'art en Europe (1750-1850) – Anthologie***

(2012). Dijon, Les presses du réel « Œuvres en société », 549 p.

*Plumes et pinceaux*<sup>1</sup> est un impressionnant ouvrage en deux volumes sur les femmes – théoriciennes, critiques, historiennes, restauratrices de tableaux, artistes – qui ont écrit sur les beaux-arts entre 1750 et 1850. Le premier volume est constitué d'une importante introduction historiographique, et d'une série d'articles sur ces historiennes et critiques d'art, sur leurs parcours, leurs

œuvres et les différents contextes dans lesquels elles ont écrit. Le second volume est une anthologie des textes de ces auteures, dont quelques-uns étaient encore, à ce jour, inédits.

L'initiative de cette entreprise collective revient à Anne Lafont, dans la foulée de sa participation au *Dictionnaire critique des historiens de l'art actifs en France de la Révolution à la Première Guerre mondiale*, dirigé par Philippe Sénéchal et Claire Barbillon, disponible sur le site de l'INHA<sup>2</sup>. Ce monumental dictionnaire en ligne, à l'instar de *Plumes et pinceaux*, doit être replacé dans le contexte du remarquable dynamisme du champ de l'historiographie de l'histoire de l'art, en France, complété, depuis quelques années, par un intérêt renouvelé pour l'histoire de la critique d'art, de ses origines (au XVIII<sup>e</sup> siècle) à nos jours<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Le titre est inspiré du très bel *Épître aux femmes* de Constance de Salm (1797) : « Mais déjà mille voix ont blâmé notre audace / On s'étonne, on murmure, on s'agite, on menace / On veut nous arracher la plume et les pinceaux. »

<sup>2</sup> [www.inha.fr/spip.php?rubrique347](http://www.inha.fr/spip.php?rubrique347).

INHA : Institut national d'histoire de l'art.

<sup>3</sup> Voir le très intéressant site du Centre des archives de la critique d'art de Rennes, pour ce qui concerne l'art contemporain : [www.archivesdelacritiquedart.org/](http://www.archivesdelacritiquedart.org/)

L'impressionnant *Dictionnaire* de Sénéchal et Barbillon compte ainsi quatre cents notices et reconstitue les parcours et les œuvres de toutes les personnes – quelle que soit leur nationalité – ayant écrit sur les beaux-arts en France de la fin du XVIII<sup>e</sup> au début du XX<sup>e</sup> siècle. Plutôt que « toutes les *personnes* », il aurait d'ailleurs été plus juste de parler de « tous les *hommes* », puisque, ainsi que le remarque Anne Lafont dans l'introduction du premier volume de *Plumes et pinceaux* (p. 12-13), sur les quatre cents notices du *Dictionnaire*, seules deux sont consacrées à des femmes – ou plutôt une et demi, puisque l'une de ces deux élues partage sa notice avec son époux. Comment expliquer l'absence d'Élisabeth Vigée-Lebrun, de Germaine de Staël ou de Marie d'Agoult (qui écrivait alors sous le nom de Daniel Stern) pour ne citer que les plus célèbres, dans un ouvrage collectif d'une telle ampleur ?

Un colloque (*Historiennes et critiques d'art à l'époque de Juliette Récamier*) organisé à Lyon en 2009 contribue alors opportunément à ouvrir la discussion sur cette question. Les communications à ce colloque ont ainsi fourni une partie des textes du premier volume de *Plumes et pinceaux*. Il s'agit là non seulement de montrer la richesse et l'importance historique de certains des textes écartés, mais aussi de « reprendre à ses fondements

[...] la généalogie de l'histoire de l'art » (p. 15) pour « dénaturiser et politiser une discrimination prétendue 'normale' » et interroger « l'édification des limites, l'élaboration de normes et de décrets d'interdictions » (p. 17). Se développe ainsi, dans l'introduction du premier volume, une réflexion fort intéressante sur la construction d'une discipline scientifique, son canon et son substrat idéologique. Même si on regrette un peu que ne soit jamais mobilisée la notion de savoir *situé* afin de pousser plus loin encore la réflexion, il faut saluer l'avènement de telles discussions en histoire (francophone) de l'art pour ce qui concerne les époques 'pré-modernes', car ces réflexions théoriques n'y avaient guère d'écho jusqu'à présent (contrairement à l'histoire de l'art moderne et contemporain, plus directement et depuis plus longtemps influencée par les écrits théoriques anglophones).

La lecture des deux volumes de *Plumes et pinceaux* montre ainsi clairement que ces femmes qui écrivaient sur l'art de leur temps ou des époques passées, « ne vivaient pas en marge des événements intellectuels qui allaient donner naissance à l'histoire de l'art » : il faut donc, au nom de la vérité historique, « rétablir le rôle qu'elles jouèrent dans cette dynamique » (p. 16). La période considérée (1750-1850) est particulièrement riche à cet égard : c'est le moment où émerge et se

professionnalise la critique d'art, où se développent la presse et les revues spécialisées, où se multiplient les expositions, où augmente de manière exponentielle la population des artistes, où s'amplifie le goût du public pour l'histoire et les arts, où sont inventés les musées et la notion de patrimoine... Mentionnons ainsi – s'il ne faut évoquer qu'un seul chapitre – l'intérêt sociologique et historique du texte fascinant que Noémie Étienne consacre à la 'veuve Godefroid', restauratrice des tableaux des collections royales au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, dont les lettres et les rapports témoignent parfaitement de l'évolution du rapport à l'œuvre d'art à cette époque.

Dans la logique de la réflexion sur les fondements scientifiques de la discipline, entamée dans l'introduction du premier volume, les critères mobilisés pour la sélection des textes de l'anthologie sont clairement explicités : les extraits choisis – extrêmement divers, puisqu'ils sont issus de correspondances, de pièces de théâtre, de mémoires, d'articles de presse, etc. – l'ont été pour leur intérêt historique, pour leurs qualités formelles, mais aussi pour leur « caractère méconnu ou inédit » et leur impact sur la création du temps (p. 19). Anne Lafont précise qu'elle a, à dessein, choisi des textes dont le propos n'était pas forcément féministe ou qui ne portaient pas spécialement sur la production

des femmes (p. 24). Ces textes, ancrés dans leur contexte de production, présentent donc des opinions et des tons variés, et leur variété même est absolument représentative de celle des textes de leurs confrères à la même époque. Il y a, de fait, moins de différences – dans le style d'écriture ou les partis pris esthétiques – entre Étienne-Jean Delécluze (l'un des critiques les plus prolifiques et les plus 'installés' du début du XIX<sup>e</sup> siècle) et la très classique Marie d'Agoult, qu'entre cette dernière et l'étonnante Johanna Von Haza (pour ne prendre que cet exemple) que l'on découvre ici. Voilà, ainsi, le paradoxe de cette entreprise : il fallait une anthologie de textes de femmes pour réaliser aussi clairement qu'« *il n'est pour ainsi dire pas de littérature féminine sur l'art* » (p. 34). En d'autres termes, ce détour par la non-mixité était nécessaire pour montrer combien le monde des arts entre 1750 et 1850 était plus mixte qu'on ne le pensait.

Sur un plan plus pratique, signalons qu'une riche bibliographie globale, associée aux deux volumes, est disponible en ligne<sup>4</sup> et que l'anthologie elle-même est également accessible intégralement en ligne<sup>5</sup>. En outre, de réels efforts ont été faits pour rendre le livre à la fois utile aux spécialistes de l'époque et accessible

<sup>4</sup> <http://inha.revues.org/3745>

<sup>5</sup> <http://inha.revues.org/2907>

aux néophytes, avec un index des noms qui permet de naviguer aisément dans les deux volumes, et des illustrations en couleur grâce auxquelles sont mis en regard les tableaux commentés par les critiques et les textes qui les évoquent, ce qui rend la lecture de certains chapitres particulièrement attrayante. Pour ne donner qu'un exemple, le texte brillant que Sarah Betzer (p. 99-120) consacre à Marie d'Agoult porte essentiellement sur un article que la critique avait consacré en 1842 à la défense d'un tableau d'Ingres – reproduit dans le livre ; il présente ainsi non seulement la réception qui fut faite à cet article au moment de sa publication, mais aussi l'analyse par Betzer de celui-ci à travers la recontextualisation sociale et politique de l'activité de critique de Marie d'Agoult. Cette recontextualisation, en outre, ouvre sur un commentaire original du très beau portrait de la critique, réalisé par Henri Lehmann (un élève d'Ingres) en 1843 et également reproduit dans le livre. Grâce à ces allers-retours permanents entre images et textes, les deux volumes de *Plumes et pinceaux* constituent ainsi de très beaux objets, fort agréables à manier – dont le prix reste, malheureusement, assez élevé. Espérons que cela ne nuira pas trop à sa diffusion et soulignons, pour finir, l'importance du travail accompli ici par les coordinatrices de ce double ouvrage et par Les presses du réel, dont la

politique éditoriale courageuse et novatrice doit être saluée<sup>6</sup>.

**Séverine Sofio**

Sociologue, Cresppa-CSU

**Irène Jonas – *Moi Tarzan, toi Jane. Critique de la réhabilitation « scientifique » de la différence hommes/femmes***

(2011). Paris, Syllepse « Nouvelles questions féministes », 133 p.

Vous souvenez-vous de cette petite phrase emblématique – « Moi Tarzan, toi Jane » – tirée d'une des plus célèbres adaptations cinématographiques du roman d'Edgar Rice Burroughs largement inspiré par les théories de Charles Darwin ? S'il est un mythe qui semble ici réitéré, au-delà de l'Afrique originelle, berceau de la civilisation et giron de (la) Mère Nature, c'est celui d'une Jane-Femme plutôt cultivée et relativement indépendante, pourtant totalement fascinée et sexuellement attirée, par un Tarzan-Homme dominateur au caractère primitif et bestial<sup>7</sup>, au point de relativement bien accepter d'être sa docile, et non moins

<sup>6</sup> En 2011, Les presses du réel ont sorti une autre anthologie importante de textes d'historiennes de l'art féministes anglophones qui n'avaient jamais été traduits en français : *La rébellion du Deuxième Sexe. L'histoire de l'art au crible des théories féministes anglo-américaines (1970-2000)*, coordonné par Fabienne Dumont.

<sup>7</sup> À Paris, le Musée du Quai de Branly a d'ailleurs organisé, du 16 juin au 27 septembre 2009, une exposition consacrée à cette « icône de l'imagerie populaire » afin de réhabiliter « le personnage en tant que héros contemporain de défense de la nature ».

condescendante, captive. Si beaucoup connaissent l'histoire, peu savent, *in fine*, que Jane ne deviendra pas *l'épouse primitive* du seigneur de la jungle. Son choix se portera sur un autre, moins 'naturel', viril, animal, moins mâle finalement. Même dans les romances de *l'imagerie dite populaire*, 'l'éternel féminin' semble résister à 'l'idéal masculin'.

Pourtant, à en croire une envahissante littérature, nous avons bien là les ingrédients idéaux du couple parfait. Il et elle ne se ressemblent pas, il et elle ont donc toutes les chances d'être complémentaires. D'autres us, un langage différent, une vision du monde opposée... un peu comme si, au fond, il et elle venaient de deux planètes différentes. Mars et Vénus peut-être ? Car c'est là que réside le secret de l'entente moderne : accepter et cultiver la spécificité 'naturelle' de l'autre jusqu'à l'envisager comme la clé de voute du couple référent évidemment hétérosexuel. Il n'est qu'à voir le très grand succès de ces guides conjugaux qui se déclinent en cinquante langues et se vendent à plusieurs millions d'exemplaires, ou encore de ces miniséries télévisées qui projettent quotidiennement l'image plaisante des aventures burlesques et caricaturales *d'un gars et d'une fille...* L'altérité entre homme et femme se laisse ainsi percevoir comme résultante de différences biologiques naturelles et équilibrées, et, donc, non socialement

construites et hiérarchisées. Comme si, en paraphrasant Irène Jonas, tout ne pourrait être qu'une histoire de testostérone et d'ocytocine, qui invite les uns au « *fight or flight* » (le combat ou la fuite) et les unes au « *tend and be friend* » (prendre soin et devenir amie).

Pourquoi ne pas faire simple quand c'est bien plus compliqué ? Pourquoi ne pas se laisser séduire, au fond, par ce chant des sirènes qui invite à l'interprétation binaire et réductrice des rapports entre les hommes et les femmes ? Pourquoi finalement consacrer du temps et de la réflexion à la lecture des analyses originales et intelligentes que nous livrent ici Irène Jonas ? Et, pourquoi surtout, doit-on tenir compte de sa mise en garde face à ce qu'elle nomme si justement l'« *offensive de la psychologie évolutionniste* » ? D'abord, parce que, par souci d'objectivité, elle s'est infligée le déchiffrement rigoureux et méthodique de cette ripopée d'idées reçues et de stéréotypes. Face à sa rigueur scientifique, nous pouvons déjà la remercier de nous épargner de le faire à sa mesure. Le nombre des sources littéraires, plus ou moins vulgarisées qu'elle présente et discute est impressionnant. Avec ses analyses critiques et réflexives, l'idée pacificatrice selon laquelle la nature façonne idéalement les différences entre les hommes et les femmes en prend insidieusement un coup ! Il faut dire qu'à

l'encontre des essentialistes opportunistes qu'elle contredit habilement et sans aucune concession, il est clair qu'Irène Jonas n'a jamais compté adapter son livre en comédie musicale à Broadway.

Si elle insiste tant pour dire que la distinction des sexes n'est pas inhérente à l'état de nature, si elle revient de manière critique sur les argumentaires évolutionnistes qui se focalisent essentiellement sur le sexe biologique pour expliquer les différences de comportements sociaux, c'est que dans l'imagerie ambiante, cette idéologie naturalisante est sur le point de battre en brèche, du moins médiatiquement, la plupart des théories scientifiques portant sur la construction sociale des différences entre les hommes et les femmes. Plus alarmant encore, loin de s'en tenir à la seule sphère reproductive (le couple et la famille), il est frappant de constater qu'elle se diffuse également largement au sein de la sphère productive (la société de travail).

Ce n'est pas par hasard que les processus de socialisation et de formation sont généralement écartés au bénéfice attractif d'un destin biologique insurmontable... Mais, nous dit Irène Jonas, il est étrange d'avoir encore à démontrer que l'environnement social n'est pas une donnée secondaire et que nos représentations, nos pratiques les plus intimes sont avant tout socialisées. Mais à qui profite la sacralisation rémanente du naturel ? En tout état de cause,

absolument pas aux femmes. Situées au centre de ce qu'Irène Jonas appelle « *une logique de pacification* »<sup>8</sup>, les femmes sont assignées à revenir à une féminité ancestrale, mais 'modernisée' (au sens où l'assignation serait acceptée et même revendiquée par elles), en redécouvrant leur place naturelle auprès des hommes présentés comme les premières victimes de leurs nouvelles et frustrantes libertés. Maître d'œuvre du couple, la nouvelle Ève doit faire acte de pénitence en s'évertuant à améliorer ses 'compétences innées' à des fins stratégiques de réconciliation et de paix. En ce sens, elle est présumée être entièrement convertie aux nouveaux impératifs normatifs de l'amour avec un grand A. Quitte à ce qu'elle occulte le fait que les rapports entre les hommes et les femmes sont inégalitaires et hiérarchisés, ce qui la situe toujours en état d'infériorité par rapport à Adam.

Et c'est là le comble de la démonstration, ce modèle de rela-

---

<sup>8</sup> La *logique de pacification* s'entend comme une 'complémentarité désirable' entre homme et femme. Il s'agit d'une injonction faite essentiellement aux femmes de reconstruire le 'couple idéal' évidemment hétérosexuel : unité dans laquelle 'l'homme' remplit naturellement une fonction instrumentale alors que 'la femme' assume la fonction émotionnelle. Leurs relations, situées sur le registre de différences fondamentales entre eux, sont pour autant envisagées comme symétriques, complémentaires et surtout transférables de la sphère reproductive à la sphère productive.

tions naturelles entre les sexes n'implique pas l'égalité. Bien au contraire. Tout n'est qu'une question d'équilibre entre des différences irréductibles. Il en est ainsi, c'est un état de fait naturel. Il suffit dorénavant de s'autoriser à le reconnaître pour procéder à leur agencement harmonieux et satisfaisant *a priori* pour tous. Car enfin, à quoi bon rendre compte d'inégalités qui ne peuvent exister dans ce parfait modèle de complémentarité ?

L'ouvrage d'Irène Jonas s'organise en trois parties. Dans la première partie « La psychologie évolutionniste au secours de l'essentialisme », elle analyse et présente, de manière extrêmement argumentée, les modalités stratégiques de diffusion des thèses essentialistes portées par la psychologie évolutionniste (issue du courant de recherche le plus contesté de la pensée de Charles Darwin, à savoir le darwinisme social). Essor qui va lui permettre d'acquérir progressivement une sorte de 'reconnaissance' scientifique, sociale et politique, aujourd'hui très peu remise en cause, peut-être parce que déjà trop diffuse. Cette propagande sexiste ambiante ne va évidemment pas s'intéresser à n'importe quelles différences 'innées' mais bien à celles qui justifient les inégalités entre les sexes, quel que soit l'espace de socialisation, ici : le familial (deuxième partie « De la princesse aguerrie à la femme accomplie ») et le conjugal

(troisième partie : « De l'épouse amante à la mère éducatrice »). Il est vrai que la permanence des résistances trouve une origine profondément ancrée dans notre imaginaire mythique et religieux. Pas facile de lutter contre ce déterminisme réconfortant, difficile d'œuvrer au dépassement de sa persistance. Il le faut pourtant. Irène Jonas nous pousse à le faire. Son livre est en effet un livre engagé.

**Djaouida Séhili**

Sociologue,  
maître de conférences associée  
Université Paris 13

**Françoise Picq – *Libération des femmes, quarante ans de mouvement***

(2011). Paris, Dialogues, 529 p.

Le livre de Françoise Picq, *Libération des femmes. Les années mouvement*, publié en 1993, est une référence incontournable sur le Mouvement de libération des femmes (MLF) à Paris. Dans un langage clair et sur le mode du récit, l'auteure offre une reconstruction vivante des mobilisations féministes des années 1970 et 1980 dont elle restitue l'ambiance, le climat aussi bien que les problématiques de l'époque. Réédité en 2011 sous le titre *Libération des femmes, quarante ans de mouvement*, il comporte une 'suite' dont l'objectif est de rendre compte des mobilisations féministes à partir des années 1990 et « *de les restituer dans la continuité et dans la rupture avec*

*le mouvement des années 1970* » (p. 9).

Françoise Picq indique clairement l'endroit 'd'où elle parle' ; elle précise qu'elle est chercheuse et militante, une position qui présente selon elle de grands avantages car elle permet de cumuler connaissances directes et distance critique (p. 487). Par ailleurs, son itinéraire, dit-elle, l'a conduite à privilégier certaines questions comme « *la contestation féministe du gauchisme, l'unité du mouvement et l'opposition des tendances, le débat 'radicalisme et féminisme', les rapports aux institutions* » (p. 489). Elle souligne, toutefois, qu'il ne s'agit pas d'un témoignage car « *je ne suis pas au centre du récit* » (p. 489).

Le livre est divisé en trois parties : « Le temps de la découverte », « Le temps des contradictions » et « Le temps de la réflexion et ensuite » ; il comporte une brève préface à la nouvelle édition, un avant-propos et une conclusion. Dans les deux premières parties, l'auteure retrace, en les faisant revivre, les mobilisations féministes des « *années mouvement* ». Elle a eu recours à des sources variées comme les journaux, les revues, les brochures mais aussi des sources orales car, dit-elle, les écrits ne peuvent suffire quand l'essentiel réside sous forme orale (p. 491), mettant ainsi au jour une grande richesse de détails concernant « *les révoltes, les espoirs et*

*les désirs de cette génération* » (p. 8).

Dans un premier temps, l'auteure relate les événements fondateurs du MLF : les premières réunions, la publication des premiers textes, l'apparition des premières polémiques et des manifestations publiques, l'ambiance *bryante* des assemblées qui avaient lieu à l'École des Beaux-Arts, etc. Le MLF est présenté comme faisant partie du courant de contestation exprimé par Mai 68 : « *même désir de changer la vie, tout de suite* », « *dénonciation spectaculaire, humour corrosif, insolence, dérision, mise en scène dramatisée* » (p. 114). Mais, rappelle l'auteure, le mouvement perturbe profondément les schèmes révolutionnaires (p. 115). Elle situe le mouvement naissant au point de convergence des deux principaux systèmes d'analyse : le marxisme et les théorisations de Simone de Beauvoir (p. 38). Mais il se donne aussi comme pilier la primauté du vécu : « *Il n'y a pas d'autre savoir sur l'oppression des femmes que l'expérience personnelle, le vécu* » (p. 357).

Le MLF ne constitue ni un groupe ni une organisation mais un mouvement « *aux contours indéfinis et à la définition extensible* » (p. 125). L'auteure cherche à décrire comment ce qui fait le MLF s'est modifié avec le temps. D'abord mouvement qui veut englober « *toutes les femmes* », qu'elles y participent



ou non, il devient progressivement un groupe spécifique : le Mouvement de libération des femmes (p. 495). Le livre est centré sur celui-ci qui est « à la fois le catalyseur et l'expression d'un mouvement plus diffus » (p. 496). Mais on ne voit pas toujours clairement ce que l'auteure entend par 'mouvement des femmes', 'MLF' ou 'Mouvement'.

L'avortement, « un symbole tangible, physique de l'oppression des femmes » (p. 84) en est un thème central dans les premières années et la lutte pour sa légalisation un pôle d'union. L'auteure rappelle les temps forts de ce combat, comme la publication du Manifeste des 343 femmes (avril 1971) qui déclarent avoir avorté, les grandes manifestations, le procès de Bobigny<sup>9</sup> et, finalement, l'approbation, en janvier 1975, de la loi d'interruption volontaire de grossesse. D'autres événements jalonnent la chronologie des premières années du mouvement comme la publication du journal *Le Torchon brûle* (1971-1973) ou les *Journées de dénonciation des crimes contre les femmes* (mai 1972).

Dans la deuxième partie du livre, elle s'attache à analyser les contradictions d'un mouvement qui, jusqu'alors, en dépit des différences, avait réussi à se vivre

dans l'unité. L'année 1974 semble marquer une ligne de rupture. Toutefois, comme le souligne l'auteure, ce n'est pas la fin du mouvement, seulement le passage à une autre étape. Au cours de cette nouvelle phase, il existe au moins trois « conceptions du MLF » : « féminisme révolutionnaire », « psychanalyse et politique », « lutte de classes ». L'auteure se refuse pourtant à donner une vision statique d'un mouvement divisé en trois groupes monolithiques qui ne varieraient pas dans le temps. Se limiter à mettre en évidence les tendances sans tenir compte des groupes, des projets, des formes de lutte et de réflexion serait « enfermer le Mouvement dans des schémas auxquels justement il a échappé. C'est diviser ce qu'il a mêlé » (p. 239).

Le déploiement de la presse féministe illustre ce moment où le mouvement se reconfigure. « Sur la décomposition de l'unité éclosent », affirme-t-elle, « telles cent fleurs, les tendances et leurs divers journaux » (p. 246). Bien que fragmenté, le mouvement réussit à faire en sorte que les diverses tendances convergent dans la lutte contre le viol. Françoise Picq retrace aussi l'histoire des éditions *Des femmes* et de la scission progressive du mouvement en deux camps : Psychanalyse et politique, d'un côté, et les féministes appartenant à des tendances extrêmement diverses, de l'autre.

<sup>9</sup> Procès de cinq femmes poursuivies, en 1972, pour avoir avorté, qui furent défendues par l'avocate Gisèle Halimi.

Cette deuxième partie se clôt sur le débat que suscite l'enregistrement du nom « Mouvement de libération des femmes » en tant qu'association loi 1901 par le groupe Psychanalyse et politique, avec Antoinette Fouque comme présidente, et met en évidence les conséquences de cet événement sur l'ensemble du mouvement.

Les deux premières parties (p. 13-412) n'ont été que légèrement modifiées par rapport à la première édition. La grande différence entre les deux éditions, c'est l'inclusion d'une troisième partie, « Le temps de la réflexion et ensuite... », qui porte sur les mobilisations féministes à partir des années 1990. Elle débute par un bilan des transformations suscitées par le mouvement des femmes au niveau de la famille, du travail, de la sexualité. L'« *institutionnalisation de la cause des femmes* » est particulièrement soulignée. Pour Françoise Picq, le féminisme aurait perdu son caractère « *subversif* » en s'intégrant au « *modèle social dominant* » (p. 436). Les deux derniers chapitres sont consacrés à l'analyse des divers mouvements féministes des années 1990, au développement des études féministes ainsi qu'à l'éveil du militantisme féministe chez des femmes jeunes. Enfin, elle évoque quelques controverses qui, au cours des vingt dernières années, ont suscité des débats parmi les féministes : parité, prostitution, laïcité et voile islamique,

universalisme et différence des sexes.

Il faut reconnaître que la tentative d'inclure les mouvements qui se développent à partir des années 1990 – qui ne prend pas la forme d'une postface, d'un épilogue ou de quelque chose de semblable – n'est pas aussi réussie que les deux premières parties. L'analyse perd, dans cette troisième partie, de sa force vitale. La richesse des détails concernant les mouvements des années 1970 contraste avec la brièveté des analyses du féminisme des vingt dernières années. Ceci donne l'impression qu'après les grandes manifestations des années 1970, le mouvement aurait perdu de sa diversité et de sa radicalité et se résumerait à l'existence de quelques groupes, à l'organisation de colloques et au déploiement de polémiques.

On pourrait dresser une liste de mobilisations et de débats qui auraient pu être inclus ou plus approfondis : par exemple, les activités des groupes de quartier et de groupes féministes formés par des femmes immigrées, ainsi que les débats sur le lesbianisme, pour ne citer que ces exemples. Mais ces lacunes, en fait, montrent seulement qu'un tel ouvrage avec la dimension qui est la sienne et les objectifs que l'auteure s'est assignés ne peut être, bien entendu, exhaustif. Il révèle, par ailleurs, à quel point le terrain du féminisme est vaste et riche en découvertes potentielles ; en ce

sens, ce livre invite à la réalisation d'autres travaux qui pourront aborder ce type de questions.

En ce qui concerne la structure du livre, on aurait aimé une introduction plus complète qui expliciterait certains points qui ne sont abordés par l'auteure qu'à la fin, dans la partie importante « Questions de méthode ».

Il s'agit là, sans aucun doute, d'un livre fondamental pour comprendre les mobilisations féministes en France. En nous offrant une chronique pleine de vie du mouvement français, Françoise Picq nous invite à revisiter son histoire et à penser les orientations que suit le féminisme aujourd'hui.

**Maira Abreu**

Doctorante en sociologie  
Cresppa-LabTop

**Geneviève Dermenjian, Jacques Guilhaumou, Karine Lambert (eds) – *La place des femmes dans la cité***

(2012). Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence « Penser le genre », 184 p.

L'ouvrage dirigé par Geneviève Dermenjian, Jacques Guilhaumou et Karine Lambert, membres du groupe « Genre Femmes et Méditerranée » de l'UMR TELEMME, décline en trois parties et onze contributions une réflexion sur le rapport des femmes avec la cité, de l'Antiquité grecque à la période contemporaine, sur les deux rives de la Méditerranée. Il s'agit à la fois de rendre compte de la frontière qui a tenu les femmes à l'écart de la

cité, lieu de l'exercice de la citoyenneté par excellence, mais aussi de décrire les modalités des contournements et des subversions des normes de genre que les femmes ont su déployer pour agir dans cet espace. En adoptant une démarche traditionnelle en histoire des femmes, à savoir lever le silence qui pèse sur les actrices de l'histoire, les auteur-e-s dressent un tableau des espaces politiques mouvants et sans cesse renégociés entre les sexes au fil des siècles.

La première partie s'intéresse à la « Circulation de la puissance d'agir féminine entre espace domestique et place publique ». Loin de montrer deux sphères étanches et indépendantes, les quatre contributions décrivent les relations complexes qu'entretiennent les sphères privée et publique à travers le rôle des femmes dans la transmission des règles du pouvoir et de la citoyenneté. L'article de Philippe Jockey s'intéresse à la figure des mères en Grèce antique. Après quelques précisions notionnelles bienvenues – distinguant notamment matriarcat et puissance maternelle, le premier désignant une société où les mères sont « à l'origine du pouvoir », la seconde évoquant le pouvoir des mères sur leurs enfants et la reconnaissance sociale qu'elles tirent de leur statut – l'auteur se résout à parler d'« *impuissance maternelle* » dans la lignée de l'impuissance générale des femmes

tant les formes de la puissance maternelle sont limitées. Néanmoins, le statut de mère apparaît comme la seule voie du pouvoir féminin. L'auteur énumère les exemples : à Athènes au V<sup>e</sup> siècle par exemple, les mères contribuent au même titre que les pères à transmettre la citoyenneté. Dans certaines cités (par exemple à Gortyne), les mères ont la possibilité de gérer leurs biens propres. Surtout, elles peuvent tirer une puissance du fait d'engendrer de « *beaux et illustres enfants* ».

La contribution de Laure Verdon s'attache, quant à elle, à décrire « Le rôle des mères dans la construction du sujet social au Moyen-Age » et présente le mariage comme un pivot de l'échange social. À partir de textes hagiographiques ou didactiques de l'époque, l'historienne décrit les tâches éducatives et l'œuvre de transmission lignagère qui incombent à une mère : encourager son fils à obéir à son père selon le modèle médiéval de la relation entre l'aristocratie et le souverain et transmettre la *memoriae* familiale.

Partant du bilan contemporain mitigé de la parité en politique en France, la contribution de Jacques Guilhaumou et de Martine Lapied, « La Révolution française, une occasion manquée ? », revient sur les racines historiques de l'exclusion des femmes des affaires politiques. Les auteur·e·s plaident pour une analyse à nouveaux frais

de la politisation des femmes en révolution par le dépassement des « *discours de fermeture* » de l'exclusion, produite plus qu'énoncée, pour une rhétorique de l'ouverture politique. En se faisant l'écho de travaux remarquables sur la période<sup>10</sup>, ils postulent la non-étanchéité du privé et du public pour saisir les modalités de politisation des intérêts des femmes ou encore l'appartenance des femmes à la communauté des citoyens à travers le vote familial. La dernière contribution de la section est consacrée à l'analyse fouillée du « Journal de Marie-Edmée », jeune bourgeoise qui dans son activité de diariste donne à lire, en creux, les contours de la relation mère/fille au XIX<sup>e</sup> siècle (marqué par une différenciation accentuée des rôles sexués). Le cas de Marie-Edmée, dont le journal est modifié et achevé après sa mort par sa mère qui accomplit, selon Nicole Cadène, son chef-d'œuvre est particulièrement révélateur de « *l'individualité des jeunes filles sacrifiées sur l'autel d'une féminité idéale* » (p. 69) faite d'éducation au mariage, à la maternité et à la docilité, transmise par les mères.

La seconde partie de l'ouvrage est consacrée aux travailleuses

<sup>10</sup> Godineau Dominique (1988). *Les Citoyennes tricoteuses. Les femmes du peuple à Paris pendant la Révolution française*. Aix-en-Provence, Alinéa ; Verjus Anne (2002). *Le cens de la famille. Les femmes et le vote, 1789-1848*. Paris, Belin.

urbaines des deux côtés de la Méditerranée. Anne Montenach sort de l'ombre « Les femmes dans le petit commerce alimentaire lyonnais au XVII<sup>e</sup> siècle ». Il s'agit d'abord de contourner l'éternel problème de l'histoire des femmes, à savoir les silences des sources officielles ou normatives. L'historienne le dépasse par le recours aux archives judiciaires et policières comme point d'entrée vers des expériences individuelles de travailleuses. Si les femmes ne jouissent que de peu de reconnaissance dans les communautés de métiers (sauf les veuves qui accèdent parfois au statut de relai entre leur mari et un successeur), l'auteure les montre particulièrement présentes dans les circuits parallèles et informels. Entre activité domestique et économie urbaine, les femmes font preuve d'une polyvalence et d'une fluidité spécifique.

L'article de Nathalie Ostroy prolonge ces premières conclusions en menant une étude démographique au XIX<sup>e</sup> siècle à Aix-en-Provence à partir des registres de trois recensements effectués en 1809, 1866 et 1896. Les données numériques recueillies concourent autant à montrer l'évolution du travail féminin dans la cité provençale que les préjugés des recenseurs. En effet, en 1809 et 1866, 50 % des recensées avec un statut socioprofessionnel sont « sans maris » ; trente ans plus tard elles ne sont plus que 25 %. Davantage qu'une mutation pro-

fonde du statut matrimonial des travailleuses, l'auteure y repère une meilleure prise en compte des métiers des femmes mariées à la fin du siècle.

La contribution de Dalenda Larguèche questionne à son tour la dichotomie privé/public à travers le cas du travail artisanal domestique dont les produits sont destinés à la vente dans la Tunisie précoloniale. Là encore les liens entre les silences des sources, la non-reconnaissance contemporaine du travail des femmes et l'occultation de ce dernier par un discours culturel genré fixé sur le pouvoir des hommes sont mis au jour.

Toujours sur la rive sud de la Méditerranée, en Algérie, Claudine Guiard démontre l'importance du rôle économique (essentiellement 'supplétif') des citadines européennes dans l'implantation coloniale et dresse un panorama diachronique des emplois occupés par les Européennes du début du XIX<sup>e</sup> siècle à 1939 : d'abord domestiques et ouvrières puis de plus en plus employées dans le secteur tertiaire, elles sont boutiquières, institutrices, infirmières... Après une comparaison des taux d'activité des Européennes d'Algérie et des métropolitaines, l'auteure conclut à « *un ordre colonial pas plus favorable aux femmes que l'ordre métropolitain* ».

Les trois derniers articles de l'ouvrage se recentrent sur la cité Phocéenne au XX<sup>e</sup> siècle et évoquent les « *empreintes féminines*

sur la ville ». Annie Depardon et Paul Allard retracent la mémoire, trop oubliée, de Marie-Rose Gautier-Gondran à travers ses liens avec l'association Art et Charité, très active dans l'action éducative populaire entre 1914 et la fin des années 1920. Moderne dans sa conception d'une culture commune qui permettrait d'accéder à la citoyenneté urbaine locale, « *matrice de la vie sociale* », Marie-Rose Gautier-Gondran multiplie les initiatives socio-culturelles qui marquent durablement la ville ; pourtant son œuvre reste trop méconnue.

Ève Roy propose ensuite un article original et suggestif à propos des femmes qui conçoivent et construisent la cité à l'instar d'une architecte irako-britannique reconnue, Zaha Hadid. L'auteure décrit les critiques, les discriminations que subit l'architecte au fil de son parcours professionnel dans un bastion masculin. Surtout, elle pose une question peu explorée : l'architecture a-t-elle un genre ?

Enfin l'ouvrage se referme sur une « Promenade citoyenne », constituée d'une galerie de portraits thématiques décrits par l'historienne Hélène Échinard. Dans une optique pédagogique, l'exposition propose de rendre visibles les femmes et leurs rôles dans la plus vieille cité de France.

Dense et divers thématiquement, cet ouvrage remplit l'un des objectifs fondamentaux que se sont fixés les historien-ne-s

des femmes et du genre : rendre visibles les femmes dans la cité au-delà du discours masculin les enfermant dans le privé. Les femmes, depuis l'Antiquité, ont occupé les espaces stratégiques de la cité et ont su imprimer leurs traces sur le territoire. Aux historien-ne-s de s'en emparer !

**Magali Guaresi**

Allocataire de recherche  
de l'Assemblée nationale  
Doctorante en histoire contemporaine  
(UMR7320 Bases, corpus, langage),  
Université Nice Sophia Antipolis

**Pascale Molinier – *Le travail du care***

(2013). Paris, La Dispute « Le genre du monde », 224 p.

**Patricia Paperman – *Care et sentiments***

(2013). Paris, Puf « Care Studies », 70 p.

**Carol Gilligan, Arlie Russell Hochschild et Joan Tronto – *Contre l'indifférence des privilégiés. À quoi sert le care***

(2013). Paris, Payot, 139 p. [trad. Marlène Jouan, Séverine Sofio et Marie Garrau ; préface de Pascale Molinier et Patricia Paperman].

Ces trois ouvrages parus en 2013 constituent un travail d'approfondissement théorique et empirique autour du *care*, non seulement comme objet d'analyse mais aussi comme perspective épistémologique. Dans *Le travail du care*, Pascale Molinier renouvelle ses recherches sur le *care* en s'appuyant sur une enquête de terrain menée dans une maison de retraite en région parisienne. Pour sa part, Patricia Paperman pré-

sente dans *Care et sentiments* un essai sur les implications épistémologiques de l'adoption d'une perspective du *care* en sciences sociales et sur les dimensions morale et sociale des sentiments. Enfin, dans *Contre l'indifférence des privilégiés. À quoi sert le care*, Pascale Molinier et Patricia Paperman présentent une compilation dans laquelle trois théoriciennes de référence des études du *care* aux États-Unis : Carol Gilligan, psychologue et spécialiste de l'éthique, Joan Tronto, politologue et Arlie Russell Hochschild, sociologue, se rapprochent du débat français sur la perspective du *care*.

#### **Qu'est-ce que le *care* en tant qu'éthique féministe ?**

Le point de départ de ces ouvrages consiste à considérer le *care* comme un processus qui implique simultanément un ensemble d'activités essentielles pour le développement de la vie, une perspective éthique et une dimension politique. Il s'agit donc d'une 'conception holistique' du *care* (Paperman, p. 46) qui est proposée. Du point de vue de l'éthique, ces textes constituent un ensemble cohérent pour démentir la vision sentimentaliste du *care*, qui l'associe aux 'bons sentiments' et au désintéressement. Plus largement, ils offrent des arguments pour répondre aux critiques considérant que l'éthique du *care*, en tant que féminine, renvoie à une vision essentialiste des femmes et de leur développement

moral. Au contraire, la publication presque simultanée de ces trois ouvrages constitue une revitalisation du courant de pensée qui revendique le *care* comme une éthique féministe fondée sur une notion relationnelle de la responsabilité morale.

À ce propos, Gilligan établit une frontière sémantique entre ce que l'on appelle 'l'éthique féminine du *care*' qui, faisant appel à la 'vertu féminine', amène les femmes à agir pour les autres de manière désintéressée en sacrifiant leurs propres désirs ou besoins, et une 'éthique féministe du *care*', qui privilégie certes une attitude empathique envers les autres mais néanmoins fondée sur une notion relationnelle de la responsabilité. Elle considère que le désintéressement est moralement problématique en ce qu'il implique d'abdiquer sa voix et de fuir les responsabilités et les relations que l'éthique féministe du *care* met en avant (Gilligan, p. 43). Dans ce sens, l'éthique féminine du désintéressement est non seulement une source d'oppression pour les femmes, mais aussi un obstacle à l'adoption d'une éthique féministe du *care* sur laquelle on peut construire une société globale plus juste et démocratique reposant sur le 'souci des autres'. Ainsi, l'éthique féministe du *care*, éthique humaine, ni masculine ni féminine, dépasse les limites de la psychologie et de l'éthique individuelle pour se situer au cœur du débat social et

politique. De cette façon, elle rejoint la dimension politique du *care* développée par Tronto, pour qui l'éthique féministe du *care* est fondée sur une notion relationnelle de la responsabilité selon laquelle l'obligation morale que nous avons à l'égard des autres est le résultat des relations qui nous lient à eux (Tronto, p. 102).

Dans cette logique, étant donné la vulnérabilité humaine qui place chacun-e au cœur d'un réseau complexe de relations d'interdépendance, il existe des obligations morales envers les autres êtres humains (Tronto, p. 111). Cette compréhension de la responsabilité en termes relationnels est, selon Tronto, cruciale pour améliorer les relations politiques et notamment pour développer l'engagement envers une société globale plus juste. Tronto considère qu'une telle notion de la responsabilité est plus exigeante et donne davantage de sens à l'obligation de se soucier de la vie des autres, que les notions universalistes de la responsabilité, plus larges mais moins exigeantes.

Pourtant, la question se pose de savoir pourquoi les êtres humains restent souvent indifférents à l'injustice alors qu'ils sont tout à fait capables d'y résister. Selon Gilligan, la réponse est dans « *la perte des capacités relationnelles et le blocage de la compassion et de la connexion émotionnelle par l'établissement de l'ordre patriarcal* » (Gilligan, p. 49). Ainsi, la culture patriar-

cale qui établit le dogme de l'autonomie et de l'indépendance à la sphère masculine et celui de la bonté désintéressée à la sphère féminine, empêche de réaliser que le monde est un réseau de relations d'interdépendance dont découlent des responsabilités morales.

### **Quelles sont les répercussions de l'adoption de la perspective épistémologique du *care* ?**

Ces ouvrages tentent aussi de montrer les implications épistémologiques de la pensée du *care* pour la recherche en sciences sociales. Paperman et Molinier considèrent que la prise en compte de la dimension politique du *care* amène à adopter une position épistémologique qui, en s'inspirant des 'théories du point de vue', va à l'encontre des tendances positivistes en sciences sociales.

La perspective du *care* est fondée sur des relations sociales concrètes, individuelles et collectives, complexes et parfois conflictuelles, mais toujours particulières. En se focalisant sur les liens, cette approche intègre forcément une dimension subjective et morale, inhérente aux relations sociales (Molinier et Paperman, in Gilligan *et al.*, p. 27). La prise en compte de cette dimension subjective implique de reconnaître que les points de vue 'ordinaires' peuvent aussi être des points de vue moraux (Paperman, p. 51). Cette récupération des voix 'ordinaires' comme légitimes



amène à ne pas considérer les personnes et leurs expériences uniquement en tant qu' 'objets' de recherche mais aussi en tant que 'sujets' capables de produire une connaissance de ce qu' implique le *care*, en termes pratiques et moraux. Par conséquent, il est nécessaire de repenser l' implication du chercheur, de la chercheuse dans son terrain pour articuler autrement le rapport entre le sujet 'savant' et ses 'objets' (Molinier et Paperman, in Gilligan *et al.*, p. 29).

À ce propos, l' enquête de terrain menée par Molinier dans la maison de retraite médicalisée « Villa Plénitude » est traversée par l' intention d' intégrer dans son analyse l' éthique et le travail du *care*, puisqu' il s' agit « d' une éthique concrète dont les normes font corps avec les pratiques concrètes, n' en sont pas dissociables » (Molinier, p. 12). En explorant les pratiques du *care* à la « Villa Plénitude », l' auteure s' intéresse à « ce à quoi ressemble la vie morale et non à ce qu' elle devrait être » (Molinier, p. 92). Étant donné les relations de pouvoir dans le travail du *care* et en sachant que l' éthique est inséparable des pratiques concrètes, Molinier accepte la demande qui lui est faite de la part des pourvoyeuses du *care* de « venir voir » pour comprendre leur positionnement moral. Elle constate qu' elles sont systématiquement méprisées par la direction du centre ainsi que par ceux qui im-

posent la spécialisation professionnelle comme un dogme. L' auteure souligne que « *ce que nous apprend l' analyse des situations de travail réelles est l' arrogance de notre point de vue moral et la constante disqualification de celui des autres, surtout s' ils nous sont subalternes* » (Molinier, p. 14).

L' exemple de la « Villa Plénitude » montre, comme Gilligan l' avait fait dans *Une voix différente : pour une éthique du care* (2008), que du fait de leur position hiérarchique dénuée d' autorité, ces sujets 'subalternes' n' arrivent pas à se faire entendre, et encore moins à se faire comprendre (Paperman, p. 18). Dans le cas des salariées du *care* étudiées par Molinier, quand elles utilisent le langage des sentiments en parlant « d' amour au malade », elles expriment un sens moral issu de leur propre expérience mais qui est proscrit par leur direction et par les épistémologies du travail. Ce vocabulaire affectif, qui exprime le point de vue ordinaire développé à partir d' expériences sociales et morales concrètes, est revendiqué ici non seulement en tant qu' approche morale légitime mais aussi comme outil de connaissance et de compréhension morale (Paperman, p. 18). De cette manière, Molinier récupère le point de vue des pourvoyeuses du *care*, auparavant privées d' une 'voix' morale légitime, et contribue à réduire l' écart entre savoir 'ordinaire' et

'savant'. Ainsi, en incorporant l'approche des épistémologies féministes 'du point de vue', la perspective du *care* soutient une conception plurielle ou démocratique de la connaissance qui peut amener à un changement de paradigme et à développer une sociologie 'pour les gens'.

#### **Quels enjeux la perspective du *care* permet-elle de dévoiler ?**

Ces ouvrages relèvent également que le fait de considérer le *care* comme un processus qui implique à la fois travail, éthique et politique, éclaire non seulement la recherche sur les activités de proximité, mais aussi l'organisation du travail du *care* à différentes échelles et les tendances au repli ou, au contraire, à la résistance autour du *care* comme forme de relation sociale.

La perspective du *care* met en évidence les limites du modèle de la spécialisation professionnelle dont dépendrait la reconnaissance sociale des personnes qui font le travail du *care*. Comme Molinier l'a souligné, le *care* est en même temps une activité inestimable et non spécialisée et un savoir qui échappe aux grilles d'évaluation, qui défie tous les cadres de pensée fondés sur l'idée d'une 'spécialisation' (Molinier, p. 71) car il s'agit surtout de donner une réponse concrète et immédiate à des besoins réels. Or, quand on analyse les situations de travail des soignantes, on s'aperçoit que les dogmes de la spécialisation professionnelle, de la 'bonne

distance', de l'évaluation des compétences et de la reconnaissance, sont des consignes qui vont à l'encontre de ce qui est important pour les actrices et acteurs impliqué.e.s. Le vécu conflictuel des employées du *care* 'subalternes' montre l'écart entre, d'une part, les 'spécialistes' des professions, de la formation, des politiques publiques, appelant à la fragmentation, la spécialisation et la performance technique, et, d'autre part, la perspective du *care*, mettant l'accent sur le fait de penser à faire ce qui est nécessaire et à un moment précis (Paperman et Molinier, in Gilligan *et al.*, p. 30).

Ces rapports de pouvoir entre différentes façons de comprendre et d'organiser le *care* sont pertinemment exposés par Hochschild à travers sa recherche sur les activités commerciales autour de la vie privée. Partant du constat que la marchandisation de la vie intime se développe sans cesse et devient accessible à un plus grand nombre de personnes, Hochschild révèle que « nous appliquons de plus en plus à la vie hors du marché le paradigme de la relation commerciale » (Hochschild, p. 74). L'auteure montre comment le « débordement de la pensée mercantile sur la vie intime » nous pousse à négliger nos responsabilités relationnelles et à dévaloriser le *care* (Hochschild, p. 71). Pourtant, dans un monde où la vie intime est de plus en plus découpée en fragments qui

peuvent facilement être achetés et vendus, on peut aussi trouver des formes de résistance, comme celle de l'homme d'affaires qui persévère à organiser la fête d'anniversaire de sa fille de cinq ans au lieu de faire appel à une animatrice professionnelle (Hochschild, p. 75-80). Ces formes de résistance sont aussi, selon Hochschild, un travail de *care*.

La compréhension du *care* comme processus, et non seulement comme relation interindividuelle ou travail de proximité, invite à mieux articuler les « différentes échelles du care », depuis les relations interpersonnelles jusqu'aux relations transnationales. L'organisation du *care* implique un grand nombre de décisions et d'acteurs et actrices, souvent dans des espaces géographiques et politiques différents, ce qui constitue un défi pour les recherches sur ce sujet. Cependant, les difficultés méthodologiques sont dépassées si l'on établit comme cadre principal d'analyse la distribution des responsabilités de *care* à différentes échelles (Paperman et Molinier, in Gilligan *et al.*, p. 13-14). De cette manière, la perspective politique du *care* permet « d'analyser la façon dont les responsabilités de care sont distribuées et les modalités selon lesquelles sont prises les décisions qui allouent ces responsabilités » (Paperman, p. 56). Ainsi, l'approche relationnelle de la responsabilité met au

jour les conflits entre individu-e-s et institutions selon les différentes positions politiques et sociales car, dans la mesure où les relations sociales sont complexes et parfois conflictuelles, les attitudes face à la responsabilité sont liées aux positions de pouvoir, les agents n'étant pas tous égaux face à la responsabilité (Tronto, p. 112). Par conséquent, tel que l'a théorisé Tronto, l'accent sur la distribution des responsabilités est l'approche la plus pertinente pour éclairer « l'indifférence des privilégiés » (Molinier, p. 65), face à un travail (le *care*) qui « n'appartient aux femmes (ou d'autres groupes subalternes) que dans la mesure où les hommes (ou d'autres groupes privilégiés) s'en sont débarrassés » (Molinier, p. 35).

En définitive, ces trois ouvrages représentent un socle solide pour renforcer l'approche théorique et épistémologique du *care* dans la littérature francophone et offrent aux lecteurs et lectrices un regard différent pour comprendre autrement les relations sociales portant sur le travail, l'éthique et la politique, quel qu'en soit le terrain de recherche.

**Paloma Moré**

Doctorante en sociologie,  
Universidad Complutense de Madrid

**Anne Flottes – Travailler, quel boulot ! Les conflits du travail, enjeux politiques du quotidien**  
(2013). Paris, Syllepse, 148 p.

Dans cet ouvrage, Anne Flottes revient sur ses interrogations

autour de 'l'énigme du travail'. C'est avec réflexivité que l'auteure critique le succès médiatique de la thématique de 'la souffrance au travail' tout en avançant ce qui en serait, selon elle, des effets collatéraux sur le plan politique. Puisque l'émergence fédératrice des initiatives pour la 'prévention des risques psychosociaux' se ferait de plus en plus au détriment d'une réflexion sur l'ensemble des atteintes à la santé vécues par les personnes au travail. Sa démarche est construite à un double niveau : un niveau subjectif, celui de son expérience vécue du travail, et un niveau théorico-méthodologique, où la critique se concentre sur l'approche en termes de 'risques psychosociaux' et sur la manière dont, en tant que consultante, elle aborde la question sous une autre approche – *le point de vue du travail*<sup>11</sup>.

Au niveau subjectif, il s'agit du récit de son itinéraire professionnel et des choix qu'Anne Flottes a dû faire pour contourner des situations de conflits, de mal

être, qui ont influencé par la suite sa propre pratique comme consultante. Dès sa sortie de Sciences Po où elle suit des études pour devenir 'médecin-ingénieur du social' à la fin des années 1960, elle a eu ses premières expériences professionnelles dans l'administration préfectorale, puis comme jeune cadre dans une entreprise publique de transport, mais aussi comme militante syndicale. Elle connaît alors ses premières expériences de conflit au travail, de 'placardisation', jusqu'à ce qu'en 1981, après un stage à l'AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes), elle travaille, durant quatre ans, comme ouvrière en électronique, dans une usine où elle rencontre majoritairement des femmes (p. 16). Suite à cette expérience émergent d'autres interrogations et d'autres ouvertures professionnelles. Grâce à des chercheuses, telle Danièle Kergoat, elle accédera aux cercles académiques et fera ses premiers pas dans la recherche. Elle poursuivra ce nouveau cheminement professionnel tout en tentant de répondre aux questions qui lui sont apparues dans le travail ouvrier. Ces questions guideront par la suite ses interventions comme consultante : « *Comment font-elles pour tenir, c'est-à-dire pour parvenir à réaliser cette activité, tous les jours et sans tomber malades ou folles ? Je me suis posée concrètement cette question, en expérimentant le*

<sup>11</sup> « C'est-à-dire comment les travailleurs mobilisent leurs expériences accumulées pour *sentir* les situations, pour les transformer, pour coopérer ; comment ils tentent de préserver leur capacité de tenir dans ce travail ; comment ils se débrouillent des rapports sociaux, et des inévitables écarts entre ce qu'ils considèrent pertinent ou pas de faire et ce qu'ils font effectivement ; et finalement comment ce travail-là les travaille eux-mêmes. » (p. 9). Cf. Molinier Pascale (2010). « Souffrance, défenses, reconnaissance. Le point de vue du travail ». *Nouvelle revue de psychosociologie*, vol. 2, n° 10.

*travail parcellisé sous contrainte de temps [...] » (p. 16).*

L'autre dimension du livre est celle de la critique que l'auteure tisse à l'égard de l'approche en termes de prévention des risques psychosociaux, qu'elle ne définit pas car elle ne considère pas qu'il s'agisse d'un concept. C'est à l'usage fait de cette notion et aux raisons qui, selon elle, expliqueraient le succès médiatique de la thématique de la souffrance au travail qu'elle se consacre.

Les débats sur la souffrance au travail, le stress, le manque de reconnaissance, le harcèlement et le suicide se traduisent par l'attente, y compris de la part des travailleurs et travailleuses, de recommandations expertes au sein des entreprises pour la prévention des risques psychosociaux. Ainsi, cette approche servirait à rassurer. Elle correspondrait à un idéal visant à assainir le travail ayant conquis même les syndicats<sup>12</sup>. Or, s'attendre à ce qu'on fasse de la prévention correspondrait à une technicisation des débats sur le travail et, par conséquent, à sa dépolitisation à mesure qu'on met à distance tous les acteurs et actrices non expert-e-s (dont les travailleurs et travailleuses) de la construction de ces connaissances. Ceux-ci et celles-là sont dès lors rabattu-e-s au rôle de victimes des

risques psychosociaux à la merci du diagnostic et des recommandations des expert-e-s, tandis que l'employeur reste le seul légitime garant du bien-être au travail de ses employé-e-s.

La technicisation et la dépolitisation correspondraient à un processus long de plus de quarante ans, à l'issue des mobilisations de 1968, engrainé dans les discours et pratiques politiques pour la promotion du dialogue social en entreprise. Processus auquel participent différentes instances paritaires qui ont depuis été créées afin d'assurer le rôle de régulation et de médiation du dialogue social. Par conséquent, les luttes sociales se seraient neutralisées au profit de la médiation, y compris dans le champ de la santé au travail.

On peut constater des contradictions dans la pratique de certain-e-s intervenant-e-s sur les préventions des risques psychosociaux, par exemple quand ils/elles s'attachent à personnaliser et responsabiliser l'organisation du travail pour les pathologies 'modernes'. Alors que ce schéma explicatif relève d'un contresens qui consisterait à envisager que « [...] *une organisation prescrite pour l'exploitation des 'ressources humaines' pourrait [...] être 'bienfaitante' !* » (p. 35).

L'auteure accorde beaucoup d'attention aux rôles joués par les acteurs et actrices expert-e-s intervenant sur les risques psychosociaux. Ils contribueraient à une

<sup>12</sup> Cf. Marichalar Pascal, Martin Emmanuel (2011). « Les syndicats et la souffrance », *Sociologie du travail*, vol. 53, n° 1 « Maux du travail : dégradation, recomposition ou illusion ? »

représentation des chercheur-e-s, expert-e-s, consultant-e-s comme étant ceux et celles qui, après observations, entretiens qualitatifs, questionnaires, sont en mesure de fournir un diagnostic précis et de proposer des solutions adéquates aux problèmes rencontrés dans le travail. Au même titre qu'elle s'interroge sur les programmes de prévention comme étant susceptibles de contribuer à une représentation du travailleur, de la travailleuse comme victime passive et sans ressources face aux dérapages d'une organisation du travail à redresser.

L'auteure décrit enfin certaines de ses interventions en tant que consultante sur les conditions de travail afin d'illustrer la manière dont elle mobilise, au-delà du statut et de l'organisation du travail, *le point de vue du travail*. Dès lors, même derrière l'étiquette gênante de 'RPS', elle s'attache à faire émerger le débat sur les dynamiques mobilisées par le management pour la mise au travail des salarié-e-s mais aussi par les salarié-e-s (de différents statuts – y compris cadres et managers) pour réaliser le travail prescrit, faire face à ce qui échappe à l'encadrement, soit ce qui constitue toute la richesse du travail réel. Enfin, comprendre ce qui fait tenir au travail. Il est possible alors d'entrevoir ladite souffrance comme ce qui s'échappe par les fissures entrouvertes dans les « *stratégies collectives de défense, jusqu'alors*

*invisibles parce qu'efficaces* » (p. 106).

Par conséquent, la conclusion de l'ouvrage va à contrecourant du discours majoritaire sur la prévention des risques psychosociaux. Pour Anne Flottes, il n'existe pas de guérison instantanée, pas plus que de protocole de soin miracle. On fait fausse route en cherchant à faire le diagnostic de la maladie et en croyant qu'on peut assainir le travail en stérilisant tous les conflits. Cette démarche est, de surcroît, faussement neutre. Une autre voie plus émancipatrice serait d'envisager comment l'ensemble des acteurs et actrices pourrait contribuer à redéfinir de nouvelles perspectives politiques « *ancrées dans le réel et animées par l'utopie* » (p. 137).

**Michelle Paiva**

Doctorante en sociologie,  
Université Paris 8  
Cresppa-GTM

**Aurélie Damamme – *Genre, action collective et développement. Discours et pratiques au Maroc***

(2013). Paris, L'Harmattan « Logiques sociales. Sociologie du genre », 238 p.

L'action collective des femmes dans les pays du Sud<sup>13</sup> n'a pro-

<sup>13</sup> 'Nord', 'Sud' sont des notions politiques et non géographiques qui recouvrent une variété de situations locales. Ce terme remplace aujourd'hui celui de 'Tiers Monde' qui était utilisé dans les années 1960-1980 pour désigner l'ensemble des pays du globe qui n'appartiennent ni au bloc occidental (Amérique du Nord, Europe de l'Ouest...) ni au bloc communiste (URSS, Chine...).

bablement jamais été autant mise en avant par les protagonistes intervenant dans le monde du développement<sup>14</sup>. Elle n'est pourtant pas nouvelle, et au Maroc, elle prend des formes singulières que l'ouvrage d'Aurélié Damamme, intitulé *Genre, action collective et développement*, s'attache à décrire avec finesse. À partir d'enquêtes menées auprès de cinquante organisations marocaines situées en milieu urbain et rural et composées de femmes ou de femmes et d'hommes, cette recherche contribue à enrichir le champ des savoirs sur 'femmes, genre et développement' peu documenté par les chercheur·e·s français·e·s. En effet, contrairement aux pays hispanophones et surtout anglophones, en France, que ce soit dans le monde politique, militant ou académique, les travaux et les réflexions interrogeant les liens entre genre et développement restent relativement rares. Cette recherche permet aussi, et c'est là une de ses grandes forces, de rompre avec une double vision fortement ancrée dans les imaginaires contemporains : la première consiste à présenter les femmes comme étant des bénéficiaires de l'aide<sup>15</sup>,

enfermées dans le 'monde clos' de la sphère domestique et de la 'tradition' ; la seconde, que l'on peut qualifier de néo-orientaliste, perçoit (et fantasmé) les femmes musulmanes ou arabes comme étant des sujets passifs et soumis.

Cet ouvrage se divise en quatre parties qui permettent à l'auteure d'avancer de manière progressive dans son argumentation. La première partie est consacrée aux conditions sociopolitiques de production des normes de genre (considérant que l'âge, la classe, la situation régionale et géographique façonnent différemment les rôles des hommes et des femmes) dans le Maroc contemporain et à leurs effets sur l'engagement des femmes au sein d'actions collectives. L'auteure s'attache à mettre à mal l'idée d'identités homogènes à l'échelle du Maghreb – l'État marocain se distingue notamment de ses voisins par l'importance du pouvoir du *maghzen*<sup>16</sup>. Le contrôle permanent du pouvoir politique sur les associations, la difficile reconnaissance du travail (salié et bénévole) des femmes et la sexualisation des espaces sont des contraintes importantes à la mobilisation des femmes au sein d'actions collectives. La deuxième

<sup>14</sup> Le monde du développement renvoie à un univers idéologique et technique au sein duquel agissent différents agents, techniciens, experts et spécialistes pour répondre à des besoins définis par les grandes agences internationales comme pressants.

<sup>15</sup> Il s'agit de l'aide publique au développement : elle s'inscrit aujourd'hui dans une économie globalisée au sein de laquelle

interviennent des acteurs nationaux, internationaux, publics, privés, associatifs. Au Maroc depuis le milieu des années 1990, les politiques de développement sont menées avec des associations nationales et des ONG étrangères (p. 59).

<sup>16</sup> Désigne la maison royale et, par extension, tout l'appareil d'État.

partie de l'ouvrage propose une lecture historique et politique de l'évolution de la pensée sur 'femmes, genre et développement' depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale (date à laquelle la notion de développement est née) jusqu'au début des années 2000. Aurélie Damamme montre que l'attention portée à la 'question des femmes' comme objectif prioritaire des agendas politiques internationaux a encouragé la mise en œuvre de changements locaux notamment dans le code de la famille (*moudawana*). La troisième partie est la plus originale de cette recherche tant par la grande qualité des matériaux d'enquêtes sur lesquels elle s'appuie (entretiens répétés, observations, analyse de discours) que par la pertinence du débat qu'elle propose sur la circulation et les formes de réappropriation locales des normes de genre. En effet, l'auteure décrit la manière dont le genre, en tant que norme globale conçue à partir de référentiels provenant d'agences de coopération bilatérales et multilatérales (ACDI, USAID, GTZ, etc.<sup>17</sup>), d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'expert-e-s, est localement traduit, utilisé ou instrumentalisé par les ONG qui interviennent au Maroc

et par les associations nationales. Les animateurs et animatrices, par la fonction de médiation qu'ils et elles occupent entre les organisations de développement et les populations concernées, jouent un rôle central dans ce processus : le mot 'genre' peut être tu notamment dans les villages où il est considéré comme relevant d'un « *débat d'élites* » (p. 137), il peut aussi être interprété comme prônant la composition mixte d'un groupe (ce qui ne remet pas pour autant en cause les rapports de pouvoir entre les sexes). Les chapitres consacrés à l'implication des femmes dans les associations confirment des constats connus (ce qui n'enlève rien de leur pertinence et de leur importance) : les formes de domination entre hommes et femmes et entre femmes se (re)produisent au sein de l'action collective. Dans les associations mixtes, ce sont les hommes qui occupent les fonctions d'autorité et détiennent le pouvoir de décision. Les femmes n'y parviennent que lorsqu'elles président des associations féminines. Leur profil rejoint celui des créateurs d'associations mixtes : ce sont des quadragénaires, ayant une activité professionnelle de statut cadre. Pour ces femmes, les espaces de l'action collective sont une ressource potentielle pour leur émancipation : la maîtrise de cet espace et son déploiement national, voire international, sont devenus source de pouvoir. La dernière partie propose d'ana-

<sup>17</sup> ACDI : Agence canadienne de développement international ; USAID : United States Agency for International Development ; GTZ : Gesellschaft für technische Zusammenarbeit (coopération technique allemande).



lyser de manière approfondie les effets de la participation des femmes à des activités économiques qui ont connu un essor important ces dernières années : le microcrédit et la commercialisation de l'huile d'argan pour les marchés internationaux. Cet éclairage par le secteur de l'économie et de la finance est particulièrement intéressant puisque ce sont plutôt les associations engagées pour la défense des droits des femmes ou luttant contre les violences qui sont mises en avant au Maroc. L'auteure montre bien que les 'recettes' méthodologiques pour intégrer le genre dans les projets de développement se heurtent aux normes locales : les modes de rémunération dans les coopératives d'huile d'argan sont très éclairants à cet égard, les femmes ayant les niveaux scolaires les plus élevés occupent les postes de techniciennes et de direction, elles sont payées au mois tandis que les femmes, souvent analphabètes, chargées du concassage des fruits sont payées à la quantité d'amandons obtenus. Si la participation au sein des associations ne s'accompagne pas pour toutes les femmes des changements socioéconomiques promus dans les discours du développement, elles apparaissent néanmoins comme des lieux privilégiés de sociabilité qui permettent aux femmes d'acquérir de nouvelles compétences et savoir-faire.

On peut toutefois regretter la publication tardive de la recherche doctorale d'Aurélie Damamme (les données ont été récoltées entre 2000 et 2005 et l'ouvrage est paru en mai 2013) alors qu'une actualisation de ce travail sous le prisme des mobilisations dans les pays du Maghreb depuis l'automne 2010 aurait été fructueuse. Comme le souligne à juste titre Sonia Dayan dans la préface de l'ouvrage, il est toujours essentiel de rappeler l'importance de la société civile et des associations « *là où un pouvoir autoritaire [...] est bien plus répressif que protecteur* » (p. 7) et de mettre en valeur le rôle, souvent invisible et invisibilisé, qu'y jouent les femmes.

**Magalie Saussey**

Post-doctorante au CIRTES,  
Université catholique de Louvain  
(Belgique)

**Vinciane Despret et Isabelle Stengers – *Les faiseuses d'histoires : que font les femmes à la pensée ?***

(2011). Paris, Les Empêcheurs de penser en rond-La Découverte, 206 p.

Il s'agit d'un livre bien intrigant, par la question posée : si les femmes, désormais cultivées, souvent plus que les hommes, devaient suivre la procession des hommes cultivés ; est-ce que, également pour elles, l'important est la nécessité vitale de penser ? Ensuite par sa composition : une première partie où les auteures

répondent à la question que leur a suggéré, nous verrons comment, le livre de Virginia Woolf, *Trois guinées*<sup>18</sup>, traduit depuis en français. Et ce patronage de l'auteure de *Mrs Dalloway* n'est pas seulement requis mais revendiqué puisque la couverture des *Faiseuses d'histoires* porte son portrait. « Pour Woolf, disent Despret et Stengers, il faudrait rester en dehors de la procession des hommes cultivés et cultiver quatre vertus sans lesquelles il n'y a pas de liberté intellectuelle ; préférer la dérision aux louanges ; refuser de prostituer son cerveau ; gagner juste assez d'argent pour vivre correctement ; maintenir sa liberté à l'égard des loyautés qui enrégimentent. » (p. 29) : qu'en pensons-nous et qu'en pensez-vous ?

Après avoir répondu pour elles-mêmes, elles publient des extraits des avis de leurs neuf consœurs (Françoise Balibar, Bernadette Bensaude-Vincent, Laurence Bouquiaux, Barbara Cassin, Mona Chollet, Émilie Hache, Françoise Sironi, Marcelle Stroobants et Benedikte Zitouni) en les mettant dans une certaine perspective et les commentant. Ainsi, le livre est bien celui des deux initiatrices du projet qui en gardent, à tout moment, la maîtrise.

Le livre est aussi curieux par le choix de l'ouvrage qui l'inspire et le parti que ses auteures en

tirent : un texte verbeux et ironique dans lequel Virginia Woolf répond sur plusieurs dimensions à la question, brûlante à la fin des années 1930 : vingt ans après une guerre atroce, que pouvons-nous, nous les filles et sœurs des hommes cultivés, faire pour qu'une seconde ne se déclenche pas ? Devrions-nous donner une guinée (un quart de livre sterling) pour aider à construire des écoles pour filles ? Devrions-nous nous cotiser pour subventionner un 'collège' féminin à Oxford ou à Cambridge afin que nos sœurs, les autres femmes, puissent avoir un accès plus facile aux études supérieures les plus prestigieuses (en subvenant à un collège féminin que l'État britannique refuse de soutenir correctement, préférant investir dans les collèges masculins) ? Devrions-nous donner une guinée pour aider des bureaux de placement qui permettraient aux femmes d'entrer dans des professions aussi prestigieuses et bien payées que celles des hommes ? Devrions-nous donner, enfin, une troisième guinée à une association masculine prônant la paix et signer son manifeste nous engageant à « *protéger la culture et la vie intellectuelle* » ? La réponse de Virginia Woolf est claire : tant que durera la 'fixation infantile' du père de vouloir conserver sa puissance discrétionnaire sur sa famille, tant que ces pères exalteront le départ à la guerre de leurs fils, tant que les femmes devront suivre, car, pas

<sup>18</sup> Woolf Virginia (2012 [1938]). *Trois guinées*. Paris, Blackjack éd. (trad. de Léa Gauthier).

assez éduquées, elles manquent de ressources mentales pour combattre le troupeau de ceux qui s'alimentent de la propagande et du conformisme, les femmes ne pourront ni empêcher la guerre ni sauver la civilisation.

Dans leur écrit de concert, les auteures du livre vont confronter cette pensée de près de soixante-dix ans (Virginia Woolf se suicide en 1941) à la situation présente. Cela passe par leurs domaines de connaissance scientifique et leur goût commun pour les contes métaphoriques (le douzième chameau, impossible d'en rendre compte ici). Comme nous l'avons dit, pour y voir plus clair dans la pertinence de la position de Woolf, elles décidèrent de prolonger la question en interrogeant leur cercle de connaissances. Neuf d'entre elles répondent, nos auteures commentent, l'ouvrage s'enrichit mais les autres points de vue, ancrés dans

des disciplines et des situations différentes, éclatent en étoile. Ces réponses, que l'on ne saurait résumer dans cette note, mais qui sont importantes, conduisent à inviter le lecteur et la lectrice à s'en délecter car elles sont aussi ironiques et laconiques que clairvoyantes. Et prônent sans faille la résistance aux idées dominantes.

D'où la conclusion des auteures du livre : « *Notre hypothèse de travail à propos de ce que les femmes pourraient faire à la pensée est donc à la fois modeste et ambitieuse [...] modeste car notre pensée s'est fabriquée dans un monde d'hommes [...]. Mais elle est ambitieuse comme chaque fois qu'il s'agit de transmuter en force ce qui, usuellement, semble constituer une particularité mal vue, un peu gênante* » (p. 199).

**Pierre Tripier**  
Sociologue